

On vous explique pourquoi la crise couve en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 23 octobre 2019



La transmission du pouvoir pose problème dans ce pays d'Afrique de l'Ouest où des consultations ont été lancées pour modifier la Constitution.

La Guinée est en proie depuis plusieurs jours à des protestations meurtrières qui inquiètent les observateurs. La tension est liée à l'élection présidentielle prévue en octobre 2020.

Qui dirige le pays ?

Alpha Condé, 81 ans, est à la tête de la Guinée depuis 2010. L'ancien opposant historique, qui a connu l'exil et la prison est le premier président démocratiquement élu après des années de dictature militaire. Son deuxième et dernier mandat se termine en 2020 avec un bilan relativement positif. Mais on prête au président sortant l'intention de vouloir rester au pouvoir.

Pourquoi la colère gronde ?

La Constitution de Guinée est claire et limite à deux les mandats présidentiels. Pour pouvoir se présenter une troisième fois en octobre 2020, Alpha Condé n'a pas d'autre choix que de modifier la Constitution, une pratique répandue en Afrique. Le

débat est lancé dès janvier 2019, mais le projet est aussitôt rejeté par l'opposition. Les adversaires politiques d'Alpha Condé créent un front regroupant des partis, des syndicats et des membres de la société civile pour s'opposer à cette initiative.

La Constitution sera-t-elle modifiée ?

Malgré un refus clair de l'opposition et des manifestations dans la rue, le gouvernement maintient le cap de la réforme constitutionnelle. Lors d'une rencontre fin septembre avec des Guinéens à New York, le président Alpha Condé leur demande explicitement de se "*préparer pour le référendum et les élections*". Cette annonce ravive la tension et les appels à la mobilisation sont relancés.

Comment réagit l'opposition ?

L'opposition dénonce un projet de coup d'Etat institutionnel et une dérive "*dictatoriale*". Le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), collectif réunissant des partis politiques et des organisations de la société civile, a organisé des manifestations malgré l'interdiction imposée par le gouvernement qui invoque les risques pour la sûreté publique. Pour les opposants, c'est la seule façon de faire pression sur le pouvoir. Depuis, des dizaines d'opposants, dont des dirigeants du mouvement, ont été arrêtés et jugés. Les instigateurs de la contestation ont été condamnés à des peines allant de 6 à 12 ans de prison. La contestation a déjà fait au moins neuf morts, dont un gendarme. Des dizaines de manifestants ont été blessés par balles.

La crise, jusqu'où ?

L'opposition maintient la pression dans un climat d'inquiétude générale. La communauté internationale et les défenseurs des droits humains craignent une escalade. L'histoire de la Guinée indépendante est jalonnée de protestations et de répressions sanglantes. En 2009, plus de 150 personnes avaient été tuées lors d'un rassemblement contre la candidature à la présidentielle du chef de la junte, Moussa Dadis Camara. Plus récemment, des affrontements autour d'élections locales et d'une grève d'enseignants ont fait plusieurs morts en 2018.

Faute de dialogue, le blocage risque d'avoir des répercussions graves sur *“la nouvelle démocratie”*, selon Human Rights Watch. *“On est vraiment au moment où le président Condé et son gouvernement sont face à un choix : soit laisser les libertés s'épanouir, soit aller vers un Etat plus autoritaire”*, précise le chercheur de l'ONG Jim Wormington, cité par l'AFP.

francetvinfo